



HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE  
EN POLYNESIE FRANÇAISE

*Cabinet*

Papeete, le 10 août 2011

**Information presse**

**LA VIDEOPROTECTION  
UN OUTIL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE  
SOU MIS A AUTORISATION**

**Une réunion d'information sur le développement des systèmes de vidéoprotection en Polynésie française se tiendra le jeudi 11 août 2011 à 9h30 dans les locaux de la Direction de la Sécurité Publique (DSP) à Papeete.**

La présence de caméras dans les lieux publics est un outil particulièrement dissuasif qui permet notamment aux forces de l'ordre d'identifier, d'interpeller et de faire sanctionner plus efficacement par la justice les auteurs d'infractions.

***Qui peut installer un système de vidéoprotection ?***

La faculté d'installer un système de vidéoprotection est ouverte aux personnes morales - publiques ou privées - aux fins d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements particulièrement exposés à des risques d'agressions ou de vols.

Le Haut-Commissariat rappelle que la mise en place de caméras est soumise à autorisation préalable, après dépôt d'un dossier technique et examen par une commission consultative spécialisée présidée par un magistrat. Toute installation de caméras de vidéoprotection sans autorisation préalable constitue un délit puni de trois ans d'emprisonnement et 5.369.000 F CFP d'amende. Une fermeture administrative de l'établissement peut, en outre, être prononcée par le Haut-Commissaire pour une durée de trois mois renouvelables, après mise en demeure non suivie d'effets.

***Qui est autorisé à filmer sur la voie publique ?***

Seules les autorités publiques sont habilitées à filmer sur la voie publique.

***Quelle est la procédure pour demander l'autorisation préalable à l'installation d'un système de vidéoprotection ?***

Il convient de déposer au Haut-Commissariat un dossier de demande d'autorisation. Afin de faciliter les démarches des particuliers et des professionnels à l'obtention de cette autorisation, les pièces à fournir pour la constitution du dossier sont téléchargeables sur le site Internet du Haut-Commissariat à l'adresse suivante :

<http://www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr/> (rubrique « Démarches LOCALES » puis « Autorisation vidéoprotection »)

**Contacts presse**

[communication@polynesie-francaise.pref.gouv.fr](mailto:communication@polynesie-francaise.pref.gouv.fr)